

La valse des étiquettes politiques (2)

GÉRARD MAUGER

Pour tenter de dissiper « l'inquiétante étrangeté » de notre situation politique, comme disent Luc Boltanski et Arnaud Esquerre¹, et de clarifier les opérations de classements et de reclassements en cours dans le champ politique², on peut distinguer trois espaces supposés homologues : celui des porte-parole politiques, celui des prises de positions politiques et celui des positions sociales. Chaque position au sein du champ politique peut être caractérisée par des prises de positions qui la démarquent de ses concurrentes et dans lesquelles telle position sociale est censée se reconnaître en choisissant ses « porte-parole ».

PS, UMP, FN, Front de Gauche

Le ralliement explicite du PS aux thèses néolibérales bouleverse la topologie du champ politique, prenant à contre-pied un sens de l'orientation politique d'autant plus indispensable « pour s'y retrouver » que le clivage droite/gauche est le seul repère connu : ainsi peut-on comprendre, au moins pour partie, l'irrésistible montée de l'abstention chez ceux

qui s'en remettaient jusqu'alors à des « marques politiques » supposées stables³. Mais, les conséquences de ce bouleversement ne s'exercent pas seulement sur les profanes. Dans un paysage politique en cours de recomposition, la position « de gauche » laissée vacante par le PS a ouvert un espace aux forces politiques situées « à gauche du PS » : d'où la construction en cours (non sans difficultés) du Front de Gauche⁴. Par ailleurs, l'indistinction croissante entre UMP et PS ménageait simultanément un espace à un Front national « dédramatisé » par Marine Le Pen. Ainsi recomposé, le champ politique, tel que le décrivent les médias dominants, continue non seulement d'opposer une « droite » (UMP) à une « gauche » (PS) que les profanes peinent à distinguer, mais aussi les « partis de gouvernement »

1. Luc Boltanski et Arnaud Esquerre, *Vers l'extrême. Extension des domaines de la droite*, Éditions Dehors, 2014.

2. Ce texte fait suite à Gérard Mauger, « La valse des étiquettes politiques », *Savoir/agir*, n° 27, mars 2014, p. 101-104.

3. Cf. Patrick Lehoucq, *Le Vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, Paris, Éditions La Découverte, 2011.

4. Cf. l'enquête menée par *Savoir/agir* (depuis le n° 22 de décembre 2012) sur « La sociogenèse du Front de Gauche ».

aux « extrêmes » : Front national et Front de Gauche rassemblés sous le « label-stigmaté » de « populisme »⁵.

Lutte des classes / luttes sociétales

Quant à l'espace des prises de positions politiques, il peut s'ordonner par rapport à deux « fronts » : celui de « la lutte des classes » et celui des luttes dites « sociétales »⁶. Ce classement oppose les « luttes contre l'exploitation »⁷ aux « luttes contre les discriminations » de toutes sortes⁸, c'est-à-dire aussi le combat traditionnel du mouvement ouvrier aux « nouvelles » luttes des « nouveaux » mouvements sociaux apparus en France avec « la contre-culture » à la fin de la première moitié des années 1970⁹. Plus concrètement, il sépare les revendications des classes populaires de celles des femmes, des immigrés, des homosexuels, etc. Plus abstraitement, il distingue les luttes contre le « néolibéralisme » (économique et étatique) et celles qu'inspire, à l'inverse, le « libéralisme culturel » ou encore les « luttes anticapitalistes » et les « luttes libertaires », comme il oppose Marx à Foucault ou Jean-Claude Michéa à Geoffroy de Lagasnerie, etc.¹⁰

5. Cf. Gérard Mauger, *Repères pour résister à l'idéologie dominante*, Broissieux, Éditions du Croquant, 2013, p. 108-121.

6. On peut, bien sûr, s'interroger sur la pertinence sociologique de cette distinction banalisée entre « social » et « sociétal » : Cf. Éric Fassin, *Gauche : l'avenir d'une illusion*, Paris, Éditions Textuel, 2014.

7. Cf. Bernard Cassen, « Inégalités : le retour d'un mot tabou » <<http://www.medelu.org/Inegalites-le-retour-d-un-mot>>

8. Cf. *Économie et statistique*, n° 464-465-466, 2013.

9. Cf. Gérard Mauger, « De « l'homme de marbre » au « beauf ». Les sociologues et « la cause des classes populaires » », *Savoir/agir*, n° 26, décembre 2013, p. 11-16.

10. Cf. la controverse qui a opposé Jean-Claude Michéa à Luc Boltanski (« *Le Complexe d'Orphée* de Jean-Claude Michéa : Michéa c'est tout bête », *Le Monde des Livres*, 6/10/2011),

Contours du « peuple » et clivages au sein du « peuple »

À ces prises de position sont associées, dans le cadre des visions du monde liées à tel ou tel « point de vue » politique, médiatique, philosophique ou « sociologique », telles ou telles positions dans l'espace social qui sont supposées s'y reconnaître. À une vision du monde sous-tendue par un « racisme de classe » qui se représente les classes populaires dans la figure du « beauf » machiste, raciste, xénophobe, homophobe et rallié au FN (celle de « Terra Nova »¹¹) s'oppose une vision enchantée (« populiste » au sens ethnologique du terme : celle, par exemple, de Jean-Claude Michéa¹²) qui crédite les classes populaires de « *common decency* » (version actualisée de la « conscience de classe » marxiste). À la vision de gauche traditionnelle d'un peuple « populaire » confronté aux classes dominantes, s'oppose la vision de droite ou d'extrême-droite d'un peuple « racialisé », « national » et « moral » (paysans, artisans, commerçants et aujourd'hui ouvriers « de souche » « péri-urbains »), confronté à « l'étranger » assigné aux « cités de banlieue » et assimilé au « délinquant » et/ou à « l'assisté » (les nouvelles « classes

Serge Halimi (« Le laisser-faire est-il libertaire ? », *Le Monde Diplomatique*, juin 2013), Frédéric Lordon (« Impasse Michéa », *La Revue des livres*, n° 12, juillet-août 2013), etc.

11. Cf. Projet 2012 – Contribution n° 1 – *Gauche, quelle majorité électorale pour 2012 ?* www.tnova.fr.

12. Jean-Claude Michéa, *L'Empire du moindre mal. Essai sur la civilisation libérale*, Paris, Climats, 2007, *Le complexe d'Orphée. La gauche, les gens ordinaires et le religion du progrès*, Paris, Climats, 2011, *Les mystères de la gauche. De l'idéal des Lumières au triomphe du capitalisme absolu*, Paris, Climats, 2013.

dangereuses »¹³. La dénonciation des politiques néolibérales est le plus souvent associée (par la gauche) à une vision du monde qui oppose 99 % de la population au 1 % de l'oligarchie (version modernisée des « deux cents familles »), mais elle peut l'être aussi (par la droite) à une représentation qui oppose « le vrai peuple » (catholique et, à la marge, musulman) à des « bobos » supposés uniformément « libéraux-libertaires »¹⁴, etc.

Pour une « gauche de gauche »

S'il est vrai, comme le montre Walter Ben Michaels¹⁵, que « néo-libéralisme » (économique) et « libéralisme culturel » sont conciliables ou, plus concrètement, que la volonté d'en finir avec le racisme, le sexisme et l'homophobie est tout à fait compatible avec le libéralisme économique et s'il est vrai également, comme le montre Jean-Claude Michéa¹⁶, que « le "bon" libéralisme politique et culturel » et le « mauvais » libéralisme économique » ont – « philosophiquement » – partie liée, l'histoire montre indifféremment leur concordance ou leur antagonisme pratiques. Si l'on s'en tient à la société française contemporaine, force est, en effet, de constater que Nicolas Sarkozy ou Jean-François Copé qui s'affirment néolibéraux en économie, ne cessent de se démarquer du « libéralisme culturel » (post) « soixante-huitard » et qu'à l'inverse, François Hollande (avec la loi Taubira du 17 mai 2013), comme le *think tank* « Terra Nova », qui revendiquent

leur ralliement aux thèses néo-libérales en économie, affirment leur « libéralisme » en matière « sociétale ». Plus loin de nous historiquement, Giscard d'Estaing, précurseur avec Raymond Barre, de la mise en œuvre de politiques économiques néo-libérales en France, fut aussi « libéral » en matière « sociétale », avec la loi Veil sur l'avortement : droit à l'avortement que veut abolir aujourd'hui en Espagne le très « néo-libéral » Mariano Rajoy. Plus loin de nous géographiquement, Georges Bush ou Augusto Pinochet, « néo-libéraux » indiscutables en matière économique, peuvent difficilement passer pour tels en matière « sociétale », etc. En fait, la distribution des prises de positions dans le champ politique est aujourd'hui particulièrement confuse. L'UMP est partagée entre alignement « libéral » sur le PS, tant en matière économique que culturelle, et opposition au PS en matière « sociétale ». Au sein même du FN « rénové », la dénonciation – récente – de « l'horreur ultralibérale » (empruntée à « la gauche de gauche ») ne se conjugue qu'imparfaitement avec la dénonciation du libéralisme culturel qui semble ne faire l'unanimité en son sein que pour stigmatiser les « immigrés » (hier juifs, aujourd'hui musulmans). À l'intérieur du PS, des tensions se font jour entre néo-libéraux déclarés ou réticents, entre partisans enthousiastes ou récalcitrants des luttes « sociétales ».

Quant au Front de gauche, il n'y a aucune incohérence politique ou morale – sauf peut-être dans le ciel des idées philosophiques où prévalent « les choses de la logique » (qui portent à la surenchère dans « la radicalité ») sur « la logique des choses » (qui porte à s'en défier) – à s'affirmer à la fois adversaire résolu du néolibéralisme économique et partisan

13. Cf. Gérard Mauger, *Repères pour résister à l'idéologie dominante*, op. cit., p. 114-121.

14. Cf. Luc Boltanski et Arnaud Esquerre, *Vers l'extrême*, op. cit.

15. Walter Benn Michaels, *La diversité contre l'égalité*, Paris, Éditions Raisons d'agir, 2009.

16. Cf. Note 10.

des droits des femmes, des immigrés et des homosexuels, pour la réduction drastique des inégalités et l'abolition des discriminations. Sans ignorer pour autant les tensions, les controverses, les contradictions qui traversent, à propos de tel ou tel problème « social » ou « sociétal », non seulement les classes populaires, mais aussi les classes moyennes et même les classes dominantes. Sans céder non plus aux surenchères dans la radicalité, intellectuellement frivoles et politiquement irresponsables. ■